

Pourquoi crier ACAB ?

La légitimité de la violence en manifestation

Les manifestations sont des instruments essentiels de contestation politique et sociale. Si l'idéologie dominante prône généralement la non-violence, de nombreux mouvements ont revendiqué ou justifié l'usage de la violence comme un moyen légitime de résistance face aux injustices systémiques. Cet argument repose sur plusieurs aspects : l'inefficacité perçue des méthodes pacifiques, la violence institutionnelle exercée par l'État, et l'histoire des luttes sociales qui montre que les avancées majeures ont souvent nécessité un affrontement direct avec les autorités.

La violence comme réponse à l'inefficacité des manifestations pacifiques

L'un des principaux arguments en faveur de la violence en manifestation repose sur l'idée que les manifestations pacifiques seules n'ont souvent aucun effet tangible. Ainsi, pour beaucoup de militants, la violence devient un moyen de rendre le mouvement visible et d'obtenir des résultats concrets. On peut d'ores et déjà citer quelques exemples qui vont dans ce sens. Le sociologue Gene Sharp, spécialiste de la résistance non-violente, a documenté comment les gouvernements ignorent systématiquement les manifestations pacifiques tant qu'elles ne menacent pas directement l'ordre établi. Une étude de la politologue Erica Chenoweth sur 323 conflits entre 1900 et 2006 montre que les mouvements non violents ont plus de chances de réussir lorsqu'ils sont massifs, mais qu'ils échouent souvent si l'État fait preuve de répression brutale. Les manifestations contre la guerre en Irak (2003) ou celles des Gilets Jaunes (2018) illustrent comment les gouvernements restent sourds aux revendications tant qu'il n'y a pas un véritable rapport de force.

La répression étatique et la légitime défense collective

L'un des fondements éthiques de la violence en manifestation repose sur le principe de légitime défense face aux violences policières. Les forces de l'ordre emploient souvent une violence disproportionnée, comme l'a documenté Amnesty International dans ses rapports sur la répression des mouvements sociaux en France, aux États-Unis ou en Amérique latine. En France, le Défenseur des droits a souligné la répression violente des manifestations, notamment avec l'usage massif des grenades de désencerclement, des LBD et du gaz lacrymogène. Dans son ouvrage *Our Enemies in Blue*, Kristian Williams montre comment la police est historiquement utilisée pour écraser les mouvements populaires et non pour protéger la population. Dans ce contexte, certains manifestants considèrent que répliquer par la violence est une réponse proportionnée à la brutalité policière. Ce raisonnement rejoint le

concept de « contre-violence », défendu notamment par Frantz Fanon, qui justifie l'usage de la force contre un pouvoir oppressif.

La violence comme moteur du changement

L'histoire montre que de nombreuses avancées sociales et politiques ont été obtenues par des mouvements qui ont eu recours à la violence. La Révolution française (1789) : La prise de la Bastille et les insurrections violentes ont été essentielles à l'abolition de l'Ancien Régime. Le mouvement des suffragettes (XIXe-XXe siècle en Angleterre) : Les militantes pour le droit de vote des femmes ont eu recours à la destruction de biens, aux sabotages et aux confrontations directes avec la police. Le mouvement des droits civiques aux États-Unis (années 1960) : Si Martin Luther King prônait la non-violence, Malcolm X et les *Black Panthers* ont défendu l'autodéfense armée contre les violences policières, considérant qu'un peuple opprimé doit se battre pour sa liberté. Ces exemples montrent que les formes de violences militantes ne sont pas forcément irrationnelles ni destructrices, mais peuvent être des leviers de transformation sociale.

Destruction de biens et violences contre les personnes

Tous les actes de violence en manifestation ne sont pas perçus de la même manière. La destruction de biens (casses de vitrines, incendies de véhicules, sabotages) est souvent jugée plus légitime que les violences physiques contre des individus. Le sociologue Jeffrey Juris explique que les *Black Blocs* pratiquent une violence stratégique, ciblant les symboles du capitalisme (banques, multinationales, institutions publiques), sans attaquer directement les personnes. En revanche, les violences contre des personnes (policiers, opposants politiques) sont plus controversées, bien que certains groupes les justifient dans un cadre de légitime défense ou de riposte à la répression étatique. Ainsi, une distinction est souvent faite entre une violence symbolique et stratégique, et une violence aveugle et destructrice.

Critiques et limites de la violence en manifestation

Bien que certains arguments justifient la violence en manifestation, elle est aussi critiquée pour plusieurs raisons :

- Elle peut décrédibiliser le mouvement et détourner l'attention des revendications principales.
- Elle entraîne souvent une répression plus forte, rendant les mobilisations plus difficiles.

- Elle peut aliéner une partie du public, qui pourrait sympathiser avec le mouvement mais rejette ses méthodes.

Ces critiques sont entendables même si elles sont éloignées de mon avis. Malgré ces dernières, des mouvements continuent de revendiquer l'usage de la violence comme un outil stratégique, notamment face à des régimes répressifs ou à l'inaction des gouvernements face aux crises sociales et climatiques.

Une violence militante parfois (toujours ?) légitime, selon le contexte

L'usage de la violence en manifestation n'est pas une simple question d'idéologie, mais un choix stratégique en réponse à la répression et à l'inefficacité des méthodes pacifiques. L'histoire montre que de nombreuses luttes ont nécessité des actions violentes pour obtenir des avancées concrètes. Si la question de sa légitimité reste débattue, elle ne peut être réduite à un simple vandalisme : elle est souvent une réponse structurée à une violence étatique préexistante. Comme l'écrivait Frantz Fanon, « chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir ». Pour certains mouvements contestataires, cette mission passe par l'affrontement direct avec les institutions. La société est ultra violente dans ses symboliques et dans son système, dire le contraire est au choix de la mauvaise foi ou de l'ignorance. J'emprunterai les mots d'Aurélien Barreau, si contrer la violence de notre société demande une certaine brutalité, qu'il en soit ainsi. Cette société violente et ce système violent ont de quoi se protéger grâce, en partie, à la police.

ACAB, initialement acronyme de l'anglais « *All cops are bastards* » (« Tous les flics sont des salauds »), est un slogan, à l'origine anti-police, popularisé durant la grève des mineurs britanniques de 1984-1985. Expression controversée qui est souvent utilisée dans les milieux contestataires pour dénoncer les abus policiers et les dérives autoritaires des forces de l'ordre. Son usage repose sur plusieurs arguments, qui peuvent être soutenus par des études et des analyses critiques du maintien de l'ordre.

La responsabilité collective dans un système répressif

L'argument central justifiant l'usage de **ACAB** repose sur l'idée que même les policiers « bons » participent à un système intrinsèquement injuste et violent. Plusieurs chercheurs en sociologie et en criminologie soulignent que les institutions policières ne sont pas simplement des entités neutres chargées de faire respecter la loi, mais qu'elles exercent une répression systémique, notamment envers les classes populaires et les minorités raciales. Le sociologue Alex Vitale, dans *The End of Policing* (2017), affirme que la police ne vise pas tant à assurer la sécurité qu'à

maintenir un ordre social inégalitaire, souvent au profit des élites économiques et politiques. Des enquêtes journalistiques ont montré que les policiers couvrent souvent les exactions de leurs collègues par un phénomène de solidarité interne, le « code du silence ». Une étude de 2019 de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance a souligné la difficulté de poursuivre les policiers impliqués dans des affaires de violences. Ainsi, même les policiers qui n'ont jamais personnellement commis d'abus contribuent à perpétuer un système qui protège les agents violents et limite leur responsabilité.

La récurrence des violences policières et l'impunité

L'expression **ACAB** trouve aussi sa légitimité dans les nombreuses violences policières, qui sont souvent impunies. Plusieurs rapports démontrent une disproportion dans l'usage de la force, notamment à l'encontre des populations marginalisées. Amnesty International et Human Rights Watch ont documenté des violences excessives de la police en France, aux États-Unis ou au Royaume-Uni, soulignant que les enquêtes internes aboutissent rarement à des sanctions. En France, le Défenseur des droits a dénoncé à plusieurs reprises l'usage disproportionné de la force, notamment contre les manifestants et les jeunes issus de l'immigration. Aux États-Unis, le mouvement *Black Lives Matter* s'est appuyé sur de nombreuses études, comme celle du *Mapping Police Violence Project*, qui montre que la police tue en moyenne trois personnes par jour, et que ces violences affectent de manière disproportionnée les Afro-Américains et Afrodescendants. L'impunité des forces de l'ordre alimente donc le sentiment que la violence policière n'est pas un problème individuel, mais un problème systémique.

Une police historiquement au service des dominants

L'histoire des forces de police montre qu'elles ont souvent été un instrument de contrôle social plutôt qu'un garant de la justice équitable : La police moderne s'est développée au XIXe siècle en réponse aux révoltes ouvrières, avec pour objectif principal de protéger les intérêts des classes dirigeantes. Aux États-Unis, les premières forces de police organisées dans le sud étaient les « *Slave Patrols* », créées pour traquer et capturer les esclaves en fuite. Aujourd'hui encore, la répression des mouvements sociaux (Gilets Jaunes, manifestations contre la réforme des retraites, luttes écologistes) témoigne d'une police qui agit davantage pour protéger l'ordre établi que pour servir la population. L'argument selon lequel **ACAB** ne vise pas les policiers individuellement mais l'institution qu'ils représentent s'appuie donc sur ces racines historiques. Certains objectent que tous les policiers ne sont pas mauvais et qu'il existe des agents bienveillants et intègres. Mais selon la logique défendue par les partisans de **ACAB** :

- Un policier "bienveillant" ne peut pas changer le système dans lequel il travaille.
- Même en ne commettant pas personnellement d'abus, il participe à une institution qui réprime injustement.
- La police obéit aux ordres du pouvoir en place, et ces ordres servent avant tout les intérêts des élites.

Pour reprendre l'expression célèbre d'Audre Lorde : « *The master's tools will never dismantle the master's house* ». En ce sens, le slogan n'attaque pas les individus en tant que tels, mais l'institution dans son ensemble, en raison de son fonctionnement structurellement violent. D'autant plus que le droit évolue et les lois aussi. Le droit ne reflète que l'état d'une société à un instant donné, avec ses travers et ses dysfonctionnements. L'expression **ACAB** repose sur une analyse critique des abus systémiques, de l'impunité policière et du rôle historique de la police. De nombreux chercheurs et organisations de défense des droits de l'homme confirment que les violences policières ne sont pas des dérives isolées mais bien des manifestations d'un problème structurel. Ainsi, même si l'expression peut sembler excessive ou provocatrice, elle s'ancre dans une critique légitime de l'institution policière et de son rôle dans la perpétuation des injustices sociales. En conclusion, bien que les fins de soirées ne soient pas les terrains les plus fertiles pour des discussions si complexes, elles peuvent planter les graines d'arbres dont on cueillera le fruit de la réflexion.

ACAB